



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Inspection générale de l'Environnement  
et du développement durable**



**Mission régionale d'autorité environnementale  
ÎLE-DE-FRANCE**

**Décision de dispense d'évaluation environnementale  
de la modification n° 1 du plan local d'urbanisme de Ocquerre (77)  
après examen au cas par cas**

**N° MRAe DKIF-2022-177  
du 27/09/2022**

**La Mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France**, qui a délégué sa compétence à décider pour les suites à donner à la présente demande le 15 septembre 2022 à son président le membre délégué attestant qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans la présente décision ;

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001, du Parlement européen et du Conseil, relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.104-1 à L.104-8 et R.104-28 à R.104-33 relatifs à l'évaluation environnementale ;

Vu les décrets n°2022-1025 du 20 juillet 2022 substituant la dénomination « Inspection générale de l'environnement et du développement durable » à la dénomination « Conseil général de l'environnement et du développement durable » et n° 2022-1165 du 20 août 2022 portant création et organisation de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés des 11 août 2020, 6 octobre 2020, 11 mars 2021, 20 décembre 2021 et 24 mars 2022 portant nomination de membres de missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable et l'arrêté du 24 août 2020 portant nomination du président de la mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France ;

Vu le règlement intérieur de la MRAe d'Île-de-France adopté le 19 novembre 2020 et publié au bulletin officiel du ministère de la transition écologique le 1<sup>er</sup> décembre 2020 ;

Vu la décision du 17 décembre 2020 régissant le recours à la délégation en application de l'article 7 du règlement intérieur de la MRAe d'Île-de-France abrogeant la décision du 27 août 2020 ;

Vu le plan local d'urbanisme (PLU) de Ocquerre approuvé le 18 décembre 2019 ;

Vu la demande d'examen au cas par cas relative à la modification n°1 du PLU de Ocquerre, reçue complète le 1er septembre 2022 et consultable sur le site internet de la MRAe d'Île-de-France;

Vu la consultation de l'agence régionale de la santé (ARS) d'Île-de-France en date du 7 septembre 2022 ;

Vu la consultation des membres de la Mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France faite son président le 23/09/2022 ;

Sur le rapport de son président,

Considérant que la procédure, telle que présentée dans le dossier de saisine et dont les principales caractéristiques sont consultables sur le site internet de la MRAe, a pour objet de faciliter l'installation d'entreprises et de commerces dans la zone d'activité de Grand Champ, sur une emprise d'environ 25 ha, dont 19 ha classés en zone UX dans le PLU en vigueur et 6 ha classés en zone AUX ;

Considérant qu'une précédente procédure de modification n°1 a donné lieu à la décision de la Mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France n°DKIF-2022-063 en date du 05/05/2022, mais a été

annulée et que la présente procédure est d'ampleur plus modérée pour répondre aux enjeux identifiés par la MRAe dans sa décision ;

Considérant que, d'après le dossier, la procédure porte sur la modification du règlement écrit en vigueur et consiste à modifier les articles 1, 2 et 7 des zones UX et AUX pour :

- en zone AUX ne plus interdire les activités industrielles soumises à autorisation ; autoriser les affouillements de forage en zone AUX, pour une éventuelle alimentation en eau potable ;
- en zone UX : supprimer le retrait obligatoire pour les constructions avec toutefois un retrait minimum de 3 m si la façade faisant face à la limite séparative comporte des baies ;

Considérant que cette modification ne modifie pas la hauteur des constructions ;

Considérant que la présente décision ne préjuge pas des suites qui pourraient être données aux éventuelles saisines de l'autorité environnementale pour les projets sur le territoire concerné par la procédure, en application de l'article R.122-7 du code de l'environnement, ni aux saisines de l'autorité chargée de l'examen au cas par cas tel que prévu à l'article R.122-3-1 du code de l'environnement ;

Considérant, au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne publique responsable, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, que la modification n° 1 du PLU de Ocquerre n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine ;

#### Décide :

#### Article 1<sup>er</sup> :

La modification n° 1 du plan local d'urbanisme (PLU) de Ocquerre, telle que présentée dans le dossier de demande, n'est pas soumise à évaluation environnementale.

#### Article 2 :

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles la procédure de modification du PLU de Ocquerre peut être soumise par ailleurs.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de modification n°1 du PLU de Ocquerre est exigible si les orientations générales de cette modification viennent à évoluer de manière à créer un impact notable sur l'environnement ou sur la santé humaine.

#### Article 3 :

En application de l'article R.104-33 du code de l'urbanisme, la présente décision sera jointe au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public et sera publiée sur le site internet de la Mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France.

**Fait à Paris le 27/09/2022 :**

Pour la Mission régionale d'autorité environnementale,  
le président



**Philippe SCHMIT**

## **Voies et délais de recours**

### **Cas d'une décision dispensant d'évaluation environnementale**

La décision dispensant d'évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire :

- elle peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet, en application des dispositions de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration ;
- elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux direct. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision ou l'acte autorisant ou adoptant le plan, schéma ou programme ou document de planification.

#### **Où adresser votre recours gracieux ?**

Monsieur le président de la mission régionale d'Autorité environnementale  
DRIEAT d'Île-de-France

Service connaissance et développement durable

Département évaluation environnementale

12, Cours Louis Lumière – CS 70 027 – 94 307 Vincennes cedex

par voie électronique à l'adresse suivante : [ae-urba.scdd.drieat-if@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ae-urba.scdd.drieat-if@developpement-durable.gouv.fr)

#### **Où adresser votre recours contentieux ?**

Auprès du tribunal administratif territorialement compétent pour connaître du recours contentieux  
contre l'acte approuvant le document de planification (cf. article R. 312-1 du code de justice administrative)